



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 33 – 01^{er} octobre 2021

Sommaire

Fait marquant

- La pénurie de carburant dans les stations et les difficultés d'approvisionnement contraignent le gouvernement à prendre plusieurs mesures d'urgence

Climat & Energie

- COP 26 : Actualités
- Le Gouvernement pourrait augmenter les taxes sur le gaz et baisser celles sur l'électricité

Environnement

- Un rapport parlementaire appelle le Gouvernement à réduire l'impact du RU sur la biodiversité mondiale

Industrie

- Plus de 440 emplois seront créés ou préservés dans le nord-est de l'Angleterre grâce au développement de l'industrie éolienne
- Des entreprises s'engagent à créer un fond de 100 M£ pour la chaîne d'approvisionnement écossaise si leurs projets éoliens en mer sont retenus

Transport

- Le gouvernement retire sa franchise au groupe *Go-Ahead*, gestionnaire des lignes ferroviaires *Southeastern*

Fait marquant

La pénurie de carburant dans les stations et les difficultés d'approvisionnement contraignent le gouvernement à prendre des mesures d'urgence

De nombreuses stations-service ont dû fermer depuis la semaine dernière faute d'avoir été livrées en carburant, pénurie renforcé par les « achats de panique » des automobilistes. Mardi, 30 % des stations du groupe BP (*British Petroleum*) et près de deux tiers des stations indépendantes étaient touchées. Le prix de l'essence à la pompe a atteint son plus haut niveau en huit ans. De nombreux secteurs (santé, secteur public, pénitencier, éducation) ont demandé au gouvernement d'agir et/ou de leur réserver un accès prioritaire au carburant.

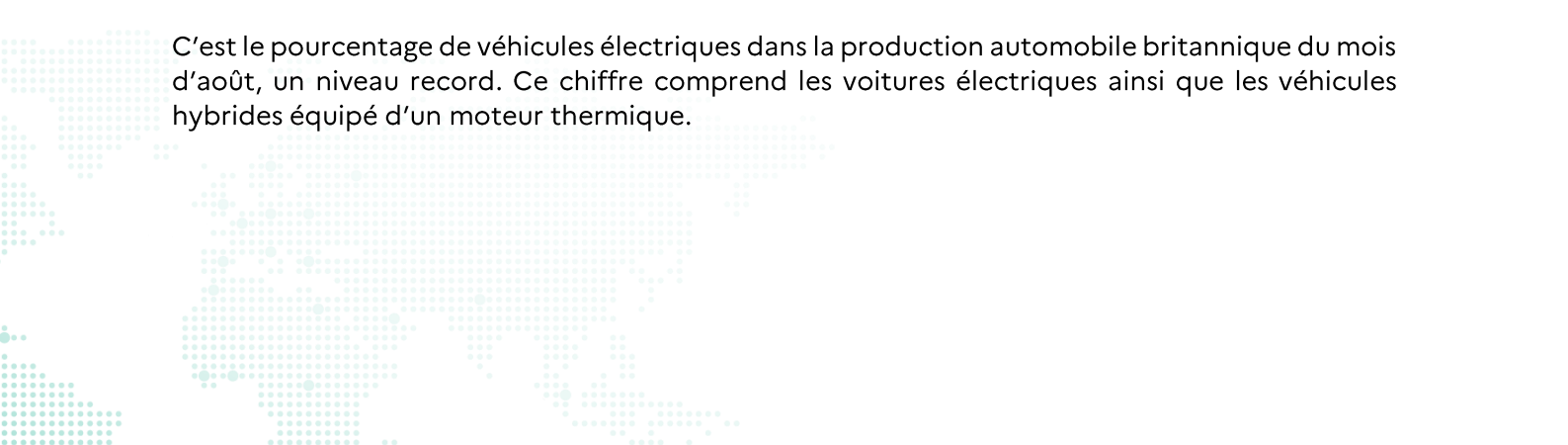
Si le RU dispose de stocks suffisants, il fait face à un manque de chauffeurs pour assurer le transport des carburants. En effet, les effets combinés du Brexit et de la pandémie ont accentué le problème historique de la pénurie de chauffeurs routiers : 100 000 manqueraient actuellement pour répondre aux besoins britanniques.

Afin d'éviter que la crise ne se prolonge, le gouvernement a pris des mesures d'urgence. Le [ministère des Transports](#) prévoit d'organiser et financer la formation en accéléré de 4 000 chauffeurs routiers supplémentaires. Le secrétaire d'Etat aux Entreprises, Kwasi Kwarteng, a également confirmé la mobilisation de 150 militaires et 80 véhicules afin de distribuer le carburant aux stations ; ces derniers doivent cependant suivre un entraînement spécifique avant d'être pleinement opérationnels.

Fidèle à sa ligne de défense, le gouvernement affirme qu'il s'agit d'un problème européen, qui n'est pas lié au Brexit, ce dernier lui permettant au contraire d'apporter des réponses adaptées aux difficultés. Il a cependant assoupli temporairement ses règles d'immigration avec l'octroi de 10 500 visas de travail de trois mois, valables d'octobre à décembre, dont 5 000 pour les conducteurs de poids lourds et 5 500 pour les secteurs sensibles, en particulier l'industrie avicole. Cette annonce a été jugée comme équivalant à un « dé à coudre d'eau pour éteindre un feu de camp » par la [présidente de la Chambre de commerce britannique](#).

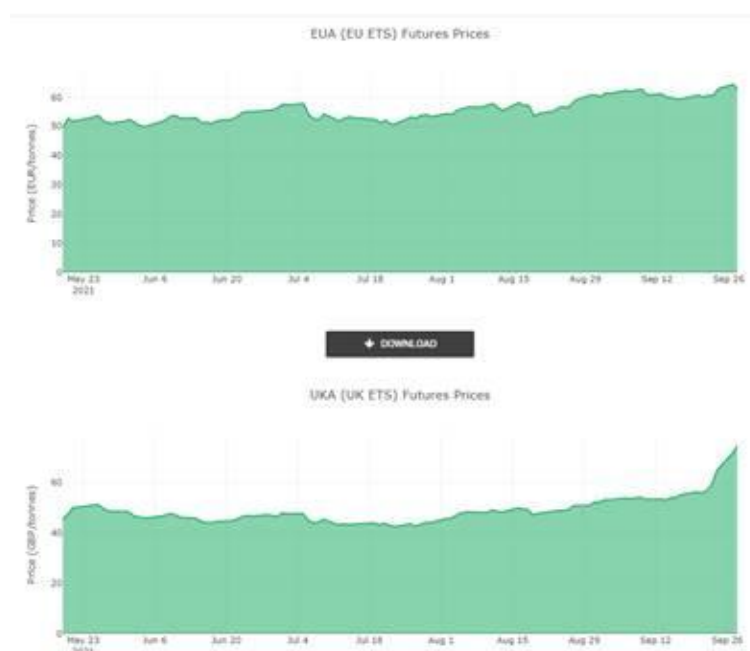
Le chiffre de la semaine

Plus de 25 %



C'est le pourcentage de véhicules électriques dans la production automobile britannique du mois d'août, un niveau record. Ce chiffre comprend les voitures électriques ainsi que les véhicules hybrides équipé d'un moteur thermique.

Le graphique de la semaine



A la suite de leur sortie de l'Union européenne, les Britanniques ont mis en place leur propre marché du carbone, le *UK ETS (Emissions Trading System)*. Ce marché apparaît plus volatile que son équivalent européen ; alors que les prix étaient jusqu'ici relativement proche, ils ont divergé depuis la mi-septembre, devenant environ 25 € plus cher sur le marché britannique.

Climat & Energie

COP 26 : actualités

Flash – [Le Gouvernement britannique](#) serait « très déçu » en cas de non-participation du Premier ministre australien à la COP 26.

Flash – [Greta Thunberg](#) a qualifié le RU de « *climate villains* » lors d'une intervention au *Youth4Climate summit* à Milan.

Flash – [Le Labour](#) s'engage à soutenir la création d'emplois verts à hauteur de 28 Md£ par an d'ici 2030 en cas de succès aux prochaines élections législatives.

Flash – Trois nouveaux fournisseurs d'énergie (*Igloo Energy*, *Symbio Energy* et *Enstroga*), ont fait faillite cette [semaine](#), ce qui a conduit le régulateur de l'énergie Ofgem à réallouer 233 000 consommateurs à d'autres fournisseurs dans le cadre du mécanisme de « fournisseur en dernier ressort ».

Flash – Le fournisseur d'énergie verte [Octopus](#), qui a [obtenu](#) 438 M£ du fonds d'investissement américain *Generation Investment Management* (GIM), créé par par l'ancien vice-président américain Al Gore, va récupérer les 580 000 clients de l'un de ses concurrents, *Avro Energy*, qui a fait faillite la semaine dernière.

Flash – Des militants de l'organisation environnementale *Insulate Britain*, lancée en août 2021, ont [bloqué](#) à plusieurs reprises au cours des derniers jours l'autoroute M25 qui mène à l'aéroport d'Heathrow, malgré les risques de [poursuites judiciaires annoncés par le Gouvernement](#). L'organisation, qui demande au gouvernement un programme ambitieux pour l'isolation des logements, avait déjà bloqué plusieurs routes au cours des dernières semaines.

Flash – La presse rapporte que le gouvernement britannique serait en passe de conclure un [accord](#) avec EDF pour contraindre la groupe public chinois *CGN* (*China General Nuclear Power Group*) à abandonner sa participation de 20 % dans le projet de centrale nucléaire de Sizewell C (2 EPR).

Le Gouvernement pourrait augmenter les taxes sur le gaz et baisser celles sur l'électricité

Alors que le Gouvernement devrait dévoiler en octobre sa *Heat and Building strategy*, l'une des principales dispositions de la stratégie pourrait porter sur [un rééquilibrage](#) des taxes sur l'énergie, portant actuellement beaucoup plus sur l'électricité et moins sur le gaz au regard de la pratique des autres pays européens. Il pourrait ainsi taxer davantage la consommation de gaz (utilisé pour leur chauffage par près de 80 % des foyers britanniques) et réduire les taxes sur l'électricité, afin d'accélérer la transition vers le chauffage bas carbone (pompe à chaleur) et la mobilité électrique. L'annonce d'un tel rééquilibrage, qui pourrait être étalé sur une décennie, selon le ministère de l'Energie (BEIS), pourrait être impopulaire dans un contexte de flambée des prix de l'énergie.

Environnement

Un rapport parlementaire appelle le Gouvernement à réduire l'impact du RU sur la biodiversité mondiale

[L'Environmental audit committee](#) (EAC), commission parlementaire de la Chambre des Communes qui contrôle l'action du Gouvernement en matière environnementale, a publié le 30 septembre [un rapport](#) portant sur l'impact des chaînes d'approvisionnement britanniques sur la biodiversité mondiale. Les parlementaires demandent la mise en place d'un indicateur capable de mesurer l'impact environnemental des chaînes d'approvisionnement, qui apparaît insoutenable pour la biodiversité sur le long terme. Ils appellent également le Gouvernement à se saisir d'outils à sa disposition (leviers fiscaux et financiers notamment) pour agir sur les comportements et habitudes des britanniques. Dans le domaine de la protection de la biodiversité et de la lutte contre la déforestation importée, l'EAC recommande d'intégrer dans les futurs accords commerciaux des dispositions ambitieuses, sur le modèle des accords passés par l'Union européenne. La mise en place d'une étude d'impact environnemental précédant la signature de tels accords serait, selon l'EAC particulièrement utile. Elle soutient également la

proposition émanant de nombreuses entreprises visant à rendre illégale toute importation de matières premières étant liée à la déforestation et de reconnaître pleinement le rôle du secteur financier, accusé de financer de nombreux projets ayant un impact lourd sur les forêts. L'EAC appelle notamment à ce que le devoir de diligence contenu dans l'*Environement Bill*, actuellement en discussion, et qui devrait s'appliquer aux grandes entreprises importatrices, concerne également les acteurs de la finance. Les parlementaires appellent enfin, dans un contexte toutefois peu propice, à un rapprochement avec la Chine pour lier la COP 15 sur la biodiversité prévue en Chine du 11 au 15 octobre et la COP 26 prévue en Ecosse du 31 octobre au 12 novembre, notamment sous le volet de la promotion des solutions fondées sur la nature.

Industrie

Flash – Le ministère des Transports a lancé une [consultation](#) pour faire du RU un des pays leaders dans les transports innovants (infrastructures de recharge des véhicules électriques, drones, aviation, etc.).

Plus de 440 emplois seront créés ou préservés dans le nord-est de l'Angleterre grâce au développement de l'industrie éolienne

Le fabricant de câbles éoliens offshore *JDR Cable Systems Ltd* bénéficie d'un financement public de 160 M£ dans le cadre du programme de soutien à l'investissement dans la fabrication d'éolien *offshore*, auquel s'ajoutent 130 M£ investis par l'entreprise. Une nouvelle usine à Cambois (proche de Blyth, où l'entreprise *BristishVolt* développe un projet de gigafactory), où seront créés 170 emplois, et l'usine existante du fabricant, située à Hartlepool, produiront des câbles sous-marins destinés aux parcs éoliens de nouvelle génération. La création de ports et d'usines dans la région répond à l'objectif de *levelling up* porté par le gouvernement ainsi que son ambition de développer une production nationale dans le cadre de son objectif d'atteindre 60 % de composants britanniques pour l'équipement des parcs éoliens *offshore* du RU.

Des entreprises s'engagent à créer un fond de 100 M£ pour la chaîne d'approvisionnement écossaise si leurs projets éoliens en mer sont retenus

[SSE Renewables](#), le conglomérat japonais [Marubeni](#) et la société danoise [Copenhagen Infrastructure Partners \(CIP\)](#) ont annoncé que leurs projets d'éoliennes en mer en Écosse pourraient rapporter jusqu'à 15 Md£ à l'économie écossaise et permettraient la création d'un fond de 100 M£ destiné à investir directement dans les entreprises écossaises de la chaîne d'approvisionnement (de manière à soutenir l'ambition des trois acteurs d'atteindre un taux de dépense d'environ 50 % avec des fournisseurs écossais sur la durée de vie de leurs projets), si leurs offres étaient retenues dans le cadre du cycle d'octroi de licences *Scotwind*. Les candidatures à cette enchère ont été clôturées en juillet et les résultats devraient être annoncés l'année prochaine. Elle est gérée par *Crown Estate Scotland*, qui a demandé aux candidats de soumettre des déclarations de développement de la chaîne d'approvisionnement. Cette annonce intervient après que *SSE* a été critiqué pour avoir attribué des travaux de fabrication liés aux parcs éoliens au large de l'Écosse à des entreprises basées en dehors du pays et après les récentes faillites des entreprises locales [Bifab](#) et [CS Wind](#) (UK).

Transport

Flash – Le nombre de [voitures](#) produites au RU au mois d'août a chuté de 27 % par rapport à la même période en 2020, en raison notamment de la pénurie mondiale de semi-conducteurs.

Flash – [Quinze projets](#) bénéficieront du fonds de 3 M£ pour une aviation zéro émissions. Ils visent à adapter les infrastructures des aéroports britanniques aux avions électriques ou fonctionnant à l'hydrogène.

Flash – L'introduction de trains sans conducteur dans le [métro](#) londonien constitue un « gaspillage d'argent » selon les syndicats. Le maire de Londres, Sadiq Khan, est également opposé à cette mesure, demandée par le Gouvernement dans le cadre du plan de soutien financier accordé à TfL.

Le gouvernement retire sa franchise au groupe *Go-Ahead*, gestionnaire de des lignes ferroviaires *Southeastern*

[Southeastern](#), l'un des plus grands réseaux de trains de banlieue, est géré par Govia, une joint-venture entre Keolis et Go-Ahead, actionnaire majoritaire avec 65 % des parts. Selon une enquête, Go-Ahead aurait bénéficié depuis 2014 de financements publics à hauteur de 25 M£, qui auraient dû être remboursés par la suite, et que l'entreprise n'a pas déclarés. Pour le secrétaire aux Transports, Grant Shapps, il s'agit d'une violation « grave » de l'obligation de « bonne foi » incluse dans le contrat de franchise. Le gouvernement, via l'opérateur en dernier ressort (*Operator of last resort*, OLR) *SE Trains Limited*, va prendre en charge la gestion du réseau à partir du 17 octobre, en conservant les 4 000 employés de *Southeastern* ainsi que les conditions tarifaires et trajets proposés. Si les sommes ont bien été remboursées, le groupe fait l'objet de nouvelles investigations, portant sur les problèmes contractuels historiques liés à la franchise, tandis que les présidents de Go-Ahead et Keolis ont lancé une enquête interne. Le syndicat [TSSA](#) a appelé à retirer à Go-Ahead ses autres franchises ferroviaires et à supprimer sans attendre le système de franchises ferroviaires, à travers la mise en œuvre du [plan Williams-Shapps](#) de réforme de l'organisation du secteur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international